

DOSSIER DE PRESSE

JUILLET 2022

OBSERVATOIRE DES PRIX DES FRUITS ET LEGUMES 2022

FICHE MÉTHODOLOGIQUE

108 relevés de prix ont été réalisés du 8 au 22 juin, par une équipe de **86 « veilleurs consommation »** sur 37 départements.

Les veilleurs ont visité **4 surfaces de ventes** : hypermarchés, supermarchés, Etablissements à Dominante Marque Propre (EDMP type hard discount) et magasins spécialisés bio.

Ils ont relevé les prix de **9 fruits et 10 légumes**, issus de l'agriculture conventionnelle et de l'agriculture biologique.

Le panier de produits 2022 :

Fruits	Légumes
Abricot	Aubergine violette
Banane	Carottes
Cerise (rouge)*	Concombre
Citron jaune	Courgette longue
Fraise ronde (pas de gariguette)	Haricots verts
Melon Type Charentais	Laitue (verte)
Pastèque verte	Oignon (jaune)
Pêche	Poivron (vert)
Pomme Golden ou Gala	Pomme de terre (type vapeur)
	Tomate grappe

* La cerise, absente des rayons en 2021 suite à un épisode de gel exceptionnel, a été réintroduite cette année.

Le prix moyen de chaque produit est calculé de façon pondérée en prenant en compte la surface de chaque point de vente, selon une méthodologie approuvée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC).

Manger 5 fruits et légumes par jour, mais à quel prix !

En juin 2022 les fruits et légumes ont atteint « un niveau de prix record ». Selon l'Observatoire des prix Familles Rurales publié ce jour, le panier en conventionnel a augmenté de 11% soit 2 fois plus que l'inflation pourtant déjà très forte. A l'heure où se dessinent les contours d'un projet de loi sur le pouvoir d'achat, le Mouvement tire de nouveau la sonnette d'alarme.

« Il est urgent tant d'un point de vue économique que de santé publique, que le gouvernement et les parlementaires consacrent un vrai chèque alimentation pour toutes les familles qui faute de budget ne peuvent plus accéder à une alimentation de qualité, et à rendre effectif un « plan manger sain, manger mieux », déclare Guylaine Brohan, présidente de Familles Rurales.

Familles Rurales, 3^{ème} association de défense des consommateurs et 1^{er} Mouvement familial public, pour la 16^{ème} année consécutive, son Observatoire des prix des fruits et légumes. Il porte sur un panier de 9 fruits et 10 légumes frais, conventionnels et bio, sur 4 surfaces de vente. Ses objectifs :

- Donner aux consommateurs les clés de lecture pour opérer des choix éclairés particulièrement en cette période d'inflation
- Sensibiliser les décideurs sur l'urgence de déployer un plan « manger sain, manger mieux »

Les principaux résultats :

I/ +11% d'augmentation pour notre panier conventionnel de fruits et de légumes en 1 an, soit 2 fois plus que l'inflation déjà forte

- Entre juin 2021 et juin 2022, le prix du panier de fruits a augmenté de +8 % en conventionnel et de +4 % en bio.
- Durant la même période, le prix des légumes a augmenté de +15% en conventionnel et a baissé de -3% en bio.

II/ Des fruits et des légumes qui pèsent de plus en plus cher dans le budget : +42% d'augmentation pour les fruits et +37% pour les légumes en une décennie, des produits bio qui coûtent encore jusqu'à 2 fois plus cher que leurs homologues conventionnels

- Le prix des fruits et légumes en conventionnel n'a cessé d'augmenter et a explosé de près de 40% en une décennie soit 3 fois plus que le niveau général des prix.
- Le bio se stabilise mais reste loin d'être accessible à toutes les bourses, il coûte jusqu'à 2 fois plus cher que le conventionnel.

III/ « Manger au moins 5 fruits et légumes par jour et par personne » représente entre 5 et 16% d'un SMIC net mensuel pour une famille de 4 personnes selon la composition de notre panier

- En juin 2022, pour respecter le PNNS, une famille de 2 adultes et 2 enfants a dû dépenser entre 107€ et 198€ (soit entre 8 et 16% d'un SMIC net mensuel) en se basant sur notre panier type.
- En ne retenant que les 5 fruits et légumes les moins chers de notre panier d'été, la même famille a dû dépenser de 60€ à 86€ (soit entre 5 et 7% d'un SMIC net mensuel) pour respecter le PNNS.

Fort de ces résultats, dans un contexte inflationniste où l'alimentation constitue trop souvent la variable d'ajustement du budget de millions de ménages, Familles Rurales les invite à ne surtout pas renoncer à ces produits qui constituent un véritable investissement pour leur santé. Pour y parvenir, plusieurs d'entre eux auront besoin du soutien de l'Etat.

En effet, si nos veilleurs ont souligné que, moins touchée par les aléas climatiques, la production sur les étals s'est révélée autant quantitative que qualitative, le principal enseignement de cette édition demeure « **Un niveau de prix record** » : **en un an notre panier en conventionnel a augmenté de +11% soit 2 fois plus que l'inflation** pourtant déjà très forte en 2022 (+ de 5% selon l'INSEE¹). Aussi, à l'heure où se dessinent les contours d'un projet de loi autour du pouvoir d'achat, **Familles Rurales tire la sonnette d'alarme**. Comment tolérer qu'au 21ème siècle bien que conscients du coût tant économique qu'humain des pathologies induites par une alimentation inadaptée, trop pauvre en fruits et en légumes, les mesures idoines ne soient pas prises ? Comment accepter qu'on puisse s'alimenter mal faute de moyens ?

Nul ne peut aujourd'hui prétendre « ne pas savoir ». Pour ne citer que lui, le « Rapport sur la santé en Europe 2018 » de l'OMS met en avant l'urgence de la situation : plus de la moitié de la population européenne est en surpoids, cette tendance est à la hausse comme pour l'obésité dans la majeure partie de la région observée². **L'obésité et les maladies qui y sont associées conduiraient, d'ici 2050, à une réduction de l'espérance de vie moyenne de 2,3 années en France**³. Sur une question de santé publique de telle importance, il est de la responsabilité de l'Etat de prendre les mesures qui s'imposent pour protéger sa population. Pour Familles Rurales, ce dernier n'a que trop tardé à prendre ses responsabilités.

C'est pourquoi, le Mouvement exhorte tant le gouvernement que les parlementaires à :

- **Consacrer un chèque alimentation pour toutes celles et ceux qui se voient aujourd'hui exclus des produits sains pour leur santé faute de budget suffisant**
- **Déployer un « plan manger sain, manger mieux » afin de sensibiliser l'ensemble des consommateurs aux bienfaits d'une alimentation équilibrée, suffisamment riche en fruits et en légumes**
- **Interdire les publicités à destination des enfants faisant la promotion de produits trop gras, trop sucrés, trop salés dont il est établi qu'elles en déclenchent en grande partie l'achat**
- **Rendre éligibles aux financements européens, qui ne sont que très partiellement utilisés aujourd'hui, les actions de promotions des fruits et légumes auprès des enfants, hors cadre scolaire. Réservées à ce dernier, peu d'écoles ont en réalité le temps et l'ingénierie pour mener ces sensibilisations. Des fonds existent, le besoin est immense mais le cadre inapproprié pour les utiliser. Les associations qui souhaitent jouer un rôle doivent pouvoir le faire et prétendre elles aussi aux financements disponibles**

CONTACT

Niki Vouzas - tel 06 49 49 75 17 - niki.vouzas@famillesrurales.org

¹ En juin 2022, les prix à la consommation augmentent de 5,8 % sur un an :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468527#:~:text=Sur%20un%20an%2C%20selon%20l,%C3%A9nergie%20et%20de%20l'alimentation.>

² WHO Europe, 2018. European Health Report 2018.

<http://www.euro.who.int/fr/publications/abstracts/european-health-report-2018.-more-than-numbers-evidence-for-all-2018>

³ The heavy burden of obesity, OECD, 2019 https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/the-heavy-burden-of-obesity_67450d67-en#page1

OBSERVATOIRE DES PRIX DES FRUITS ET LEGUMES 2022

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

// +11% d'augmentation pour notre panier conventionnel de fruits et de légumes en 1 an, soit 2 fois plus que l'inflation déjà forte

Entre juin 2021 et juin 2022, le prix du panier de fruits a augmenté de +8 % en conventionnel et de +4 % en bio

S'il était permis d'espérer une meilleure accessibilité à une alimentation de qualité, riche en fruits cet été du fait d'une météo favorable permettant de disposer d'une grande variété de produits arrivés à maturité sur nos étals dès le mois de juin, il n'en a rien été côté prix.

Prix moyen d'un kilogramme de fruits en agriculture conventionnelle et bio (prix à la pièce pour le melon)

	<u>Agriculture conventionnelle</u>			<u>Agriculture biologique</u>		
	Juin 2021	Juin 2022	Variation en % 22/21	Juin 2021	Juin 2022	Variation en % 22/21
Abricot	4,34	4,75	+9%	7,51	7,71	+3%
Banane	1,77	1,93	+9%	2,47	2,70	+9%
Citron jaune	3,13	3,29	+5%	3,33	3,75	+13%
Fraise ronde (pas de gariguettes)	7,02	7,07	+1%	12,75	12,45	-2%
Melon Type Charentais	2,36	2,44	+3%	3,84	3,69	-4%
Pastèque verte	1,21	1,69	+40%	1,79	1,98	+11%
Pêche	2,94	3,68	+25%	5,78	7,37	+28%
Pomme Golden ou Gala	2,49	2,31	-7%	3,94	3,55	-10%
Prix moyen fruits	3,16	3,40	+8%	5,18	5,40	+4%

*La cerise n'a pas été étudiée en 2021 faute de disponibilité suite à un épisode de gel exceptionnel

La pastèque a subi la plus forte augmentation de notre panier de fruits : + 40%. L'explication pour ce produit en particulier tient en grande partie aux conditions météorologiques défavorables dans les zones de production où elle est cultivée, notamment en Espagne.

De manière plus globale, force est de constater que l'année 2022 ne marquera pas l'amorce d'une baisse du prix des fruits qu'il s'agisse du conventionnel ou du bio. La cause tient essentiellement au choc inflationniste subi également par les producteurs lequel a engendré une forte hausse des coûts de production et de conditionnement (énergie, intrants, transport, emballages notamment). Cet état de fait conjugué aux difficultés inhérentes au secteur de

trouver de la main d'œuvre a, de surcroît, été exacerbé par les conséquences économiques du conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Entre juin 2021 et juin 2022, le prix des légumes a augmenté de +15% en conventionnel et a baissé de -3% en bio

Connaissant les mêmes contraintes que les fruits, les légumes subissent les mêmes écueils, sauf s'agissant du bio.

Prix moyen d'un kilogramme de légumes en agriculture conventionnelle et bio (prix à la pièce pour le concombre et la laitue)

	<u>Agriculture conventionnelle</u>			<u>Agriculture biologique</u>		
	Juin 2021	Juin 2022	Variation en % 22/21	Juin 2021	Juin 2022	Variation en % 22/21
Aubergine violette	2,35	2,64	+12%	4,65	4,39	-6%
Carottes	1,58	1,53	-3%	2,24	2,20	-2%
Concombre	1,04	1,23	+18%	1,82	1,63	-10%
Courgette (longue)	1,69	1,80	+6%	2,89	3,16	+9%
Haricots verts	4,33	5,25	+21%	10,38	8,99	-13%
Laitue (verte)	1,01	1,10	+9%	1,69	1,50	-11%
Oignons	2,62	2,26	-14%	2,98	3,21	+8%
Poivron (vert)	3,30	4,52	+37%	5,58	6,12	+10%
Pomme de terre	1,13	1,33	+18%	2,12	1,99	-6%
Tomate grappe	2,00	2,61	+31%	5,42	5,54	+2%
Prix moyen légumes	2,11	2,43	+15%	3,98	3,86	-3%

En conventionnel, mis à part les oignons (-14%) et les carottes (-3%), les légumes ont été encore plus fortement touchés par les augmentations que les fruits. Notons les hausses remarquables du poivron vert +37%, de la tomate grappe +31% ou du haricot vert +21%. La pomme de terre, le concombre +18% ou encore l'aubergine violette +12% ne sont pas en reste.

De façon générale, cette année les fruits et légumes bio semblent moins impactés par la crise que les produits conventionnels. Ce constat se vérifie en particulier pour les légumes bio dont les prix connaissent globalement une baisse cette année. 2 phénomènes l'expliquent :

- D'abord, ces produits utilisent moins d'intrants dont les prix ont fortement augmenté ce qui explique en partie les hausses plus importantes subies par les fruits et légumes en conventionnel
- Par ailleurs et surtout, les producteurs peinent à écouler leurs productions. Devant faire face à une inflation qui n'épargne aucune dépense contrainte, les consommateurs semblent s'être détournés des produits alimentaires les plus onéreux. C'est donc assez « logiquement » que les produits bio constituent les premiers renoncements. Face à cette situation, les professionnels n'ont d'autre choix que de consentir un effort sur le prix de sorte d'écouler au moins une partie de leurs récoltes

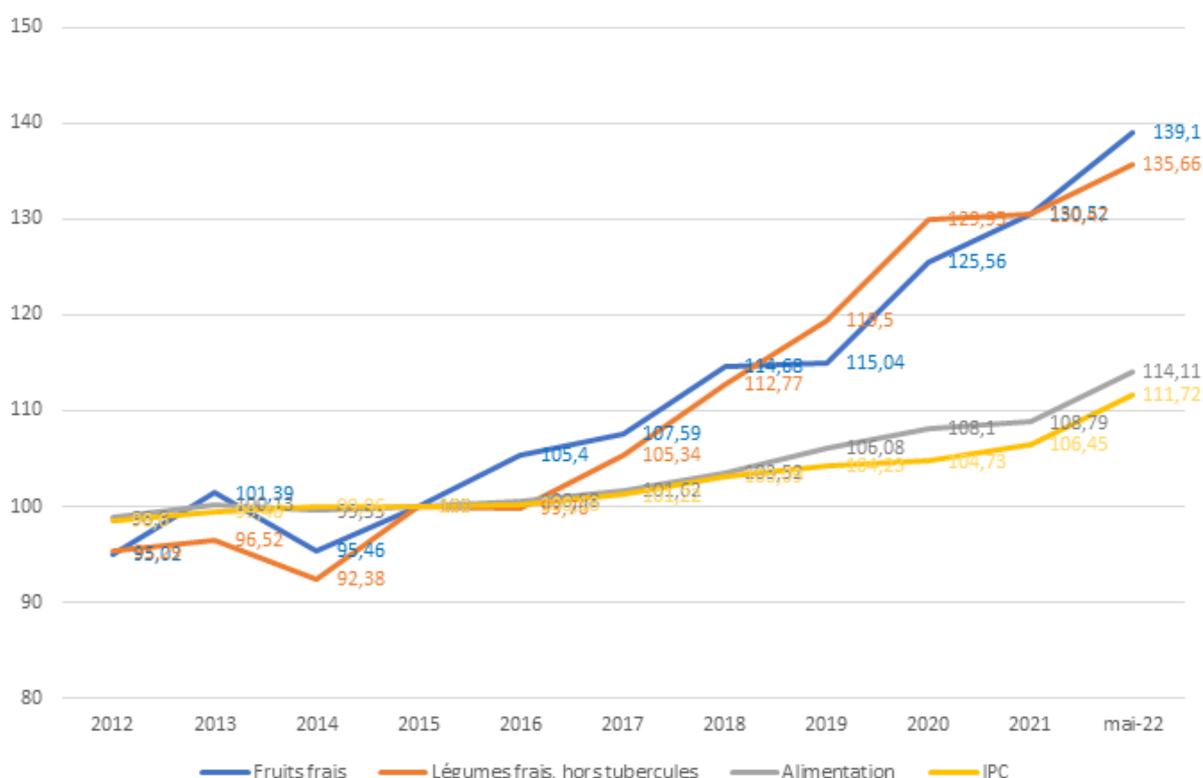
III/ Des fruits et des légumes qui pèsent de plus en plus cher dans le budget : +42% d'augmentation pour les fruits et +37% pour les légumes en une décennie, des produits bio qui coûtent encore jusqu'à 2 fois plus chers que leurs homologues conventionnels

Le prix des fruits et légumes en conventionnel n'a cessé d'augmenter et a explosé de près de 40% en une décennie

De mai 2012 à mai 2022, les prix des fruits frais ont augmenté de +42% et ceux des légumes frais de 37%. Comparativement, sur la même période les prix de l'alimentation et l'indice général des prix à la consommation ont augmenté respectivement de 15 % et de 13 %. Ainsi les fruits et légumes ont augmenté 3 fois plus vite que le niveau général des prix, 2,5 fois plus vite que les prix de l'ensemble des produits alimentaires.

Le graphique ci-dessous montrent les variations annuelles de l'indice des prix des différents ensembles étudiés. Ces variations permettent de lisser les évolutions saisonnières caractéristiques des fruits et légumes.

Evolution de l'indice des prix à la consommation de plusieurs ensembles de 2012 à 2022



La réalité économique apparaît en décalage avec les messages de santé publique. Depuis 2001, les consommateurs entendent, lisent, voient qu'il « faut manger au moins 5 fruits et légumes par jour et par personne ». Ce slogan pensé pour être intégré par les familles est le fruit d'une recommandation établie par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) de consommer au moins 400 grammes de ces produits pour rester en forme (à adjoindre à une activité physique régulière). Seulement, selon une étude menée par le Credoc en 2019, il s'avère que seuls 32% des adultes et 10% des enfants respectent cette mesure de santé publique. Force est, en effet, de constater que pour atteindre ce quota minimum « santé », il est nécessaire de commencer par conscientiser l'importance de ces produits sur notre santé mais aussi d'en avoir les moyens financiers. Or les arbitrages des budgets les plus contraints se font prioritairement sur l'alimentation. Ainsi, l'augmentation du prix des fruits et légumes ces 10 dernières années qui est allée 3 fois plus vite que le niveau général des prix sur la même période ne peut qu'expliquer les chiffres alarmants publiés par le Credoc en 2019.⁴

⁴ N° 315 • ISSN 0295-9976 • mars 2021 :

<https://www.credoc.fr/publications/renversement-de-tendance-les-francais-vegetalisent-leur-alimentation>

Focus : Où acheter ses produits bio ?

Avec le développement de la filière bio, de nombreux magasins non spécialisés proposent une large gamme de produits bio. Même certains EDMP (type hard discounters) se sont lancés. Est-il plus intéressant financièrement d'acheter ses fruits et légumes bio dans un magasin spécialisé ou dans un super ou hypermarché ?

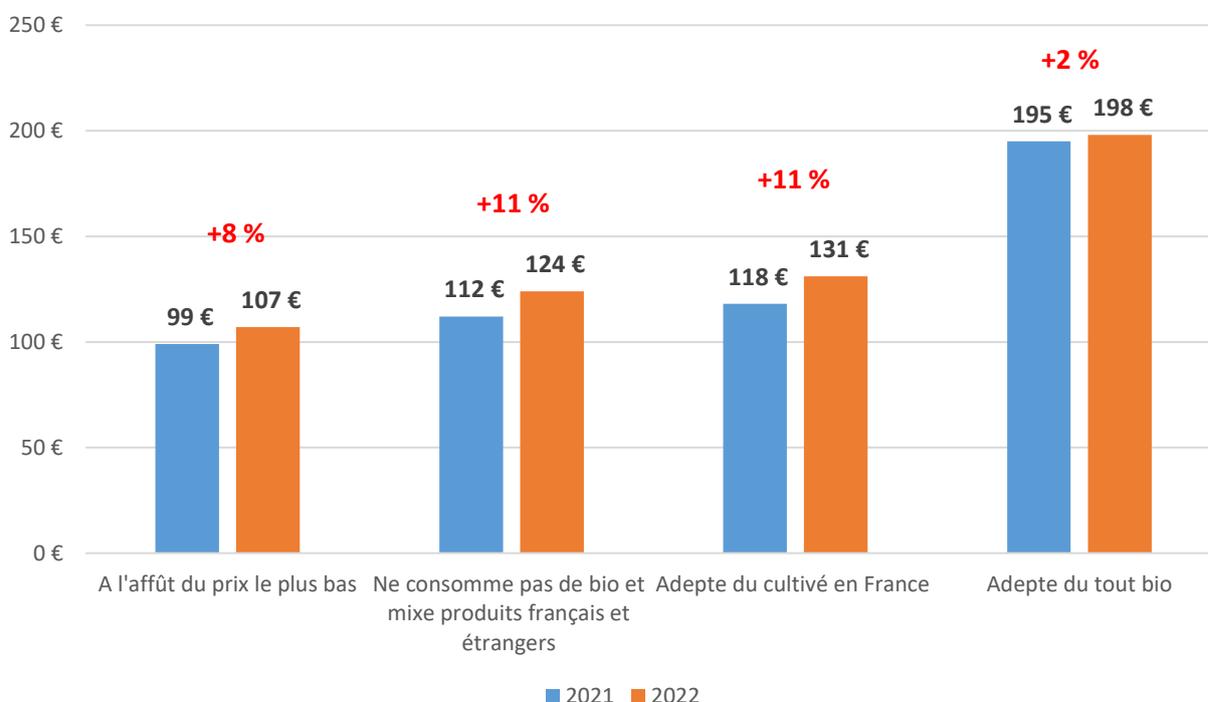
Sur un panier global, il n'y a plus de grande différence aujourd'hui. En achetant 1kg de chacun des 19 fruits et légumes (1 pièce pour le melon, la laitue et le concombre), le panier coûte en moyenne 98€ dans les magasins bio et 95€ dans les autres réseaux de distribution.

Les prix sont pourtant très différents entre les deux types de magasins : par exemple, la pomme de terre ou le concombre va être près de 30% plus cher en magasin bio, mais la banane et la tomate y seront respectivement 30 % et 25 % moins chères.

III/ « Manger au moins 5 fruits et légumes par jour et par personne » représente entre 5% et 16% d'un SMIC net mensuel pour une famille de 4 personnes selon la composition de notre panier

En juin 2022, pour respecter le PNNS, une famille de 2 adultes et 2 enfants a dû dépenser entre 107€ et 198€ (soit entre 8 et 16% d'un SMIC net mensuel) en se basant sur notre panier type

Prix du panier* mensuel pour une famille de 4 personnes (2 adultes – 2 enfants) respectant le PNNS « 5 fruits et légumes par jour et par personne »



*Le panier étudié ne contient pas de cerises pour permettre la comparaison avec 2021. Il comporte au total 18 fruits et légumes pour varier les aliments en fonction des saisons.

Le panier des familles à la recherche du prix le plus bas (hors cerises) – composé des 18 références que compte notre panel - franchit en 2022 le seuil des 100 € en ayant augmenté de 8% en 1 an. Il représente à lui seul 8% d'un Smic net mensuel.

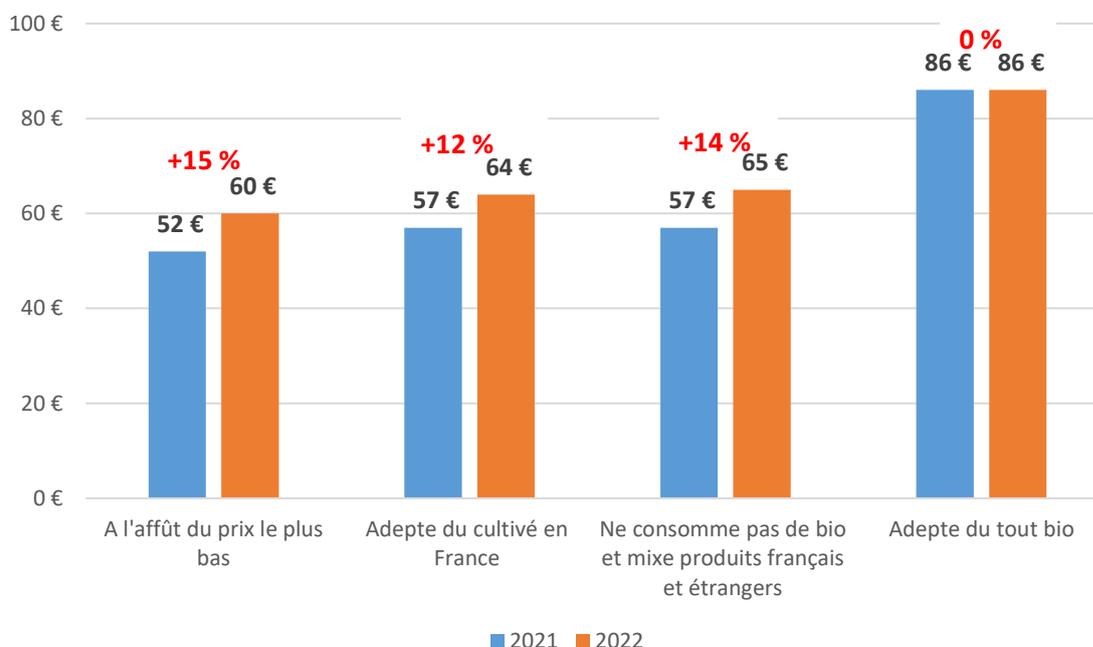
Tout en restant le plus cher, et de loin (les adeptes du tout bio payant presque le double de ceux à la recherche du prix le plus bas pour un panier contenant les mêmes produits en conventionnel), c'est le bio qui a le moins augmenté (+2 %). Pour le consommer, il faudra dépenser 16% d'un Smic net mensuel.

A noter : Notre panel n'intègre pas la cerise, puisqu'absente des étals en 2021, la comparaison n'était pas possible avec les prix pratiqués cette saison. Ce seul produit aurait fait grimper la note du panier premiers prix de 7€. C'est pire pour le panier bio qui coûterait 217€ si on y intégrait la cerise et passerait ainsi quant à lui la barre symbolique des 200€.

En ne retenant que les 5 fruits et légumes les moins chers de notre panier d'été, la même famille a dû dépenser de 60€ à 86€ (soit entre 5 et 7% d'un SMIC net mensuel) pour respecter le PNNS

Respecter le PNNS malgré un budget limité, cela reste possible en ne retenant que les 5 produits les moins chers de notre panier. En n'achetant que des bananes, de la pastèque, des carottes, des concombres et des laitues, la dépense se réduit fortement et passe de 107€ à 60€ pour le profil « à l'affût du prix le plus bas » et de 198€ à 86€ pour le profil « adepte du tout bio ». Les privations n'en demeureront pas moins conséquentes au regard de la richesse des productions disponibles à cette période.

Budget mensuel minimum à consacrer aux fruits et légumes par mois pour une famille de 4 personnes souhaitant respecter la recommandation de « 5 fruits et légumes par jour et par personne »



*SMIC net calculé comme une moyenne pondérée des smic nets appliqués du 1^{er} juin 2021 au 30 juin 2022 (données de l'Insee <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/000879878>) => Smic net 1262,32 €

Focus : Attention à la vente par lot !

Nos veilleurs consommation ont fréquenté les rayons d'une centaine de magasins pour réaliser des relevés de prix. Et la tâche n'est pas toujours aisée ! Ils ont pu constater que l'information sur les prix n'est pas systématiquement disponible ou compréhensible pour les consommateurs. C'est le cas pour les produits vendus par lot. Cette pratique de vente se développe de plus en plus dans les magasins, notamment pour les fruits et légumes : bananes vendues par 5, lot de 2 poivrons, pommes vendues à la pièce ...

Par ailleurs, il n'est pas rare que le poids, et donc le prix au kilo, ne soit pas affiché sur des ventes par lot. Cette pratique permet souvent de masquer un prix au kilo bien plus élevé que le vrac. Elle est aussi utilisée pour afficher un lot de produits bio (qui pèsent moins d'1 kilo) à un prix proche du produit en conventionnel.

Par exemple, dans ce magasin du Centre Val de Loire où les poivrons verts d'Espagne bio sont affichés au même prix de 2 € que les non bios (d'Espagne eux aussi). Qui a dit que le bio était cher ! Sauf que le prix des poivrons conventionnels est affiché au kilo et celui des bio pour une barquette de 2 pièces. Pas dupe, notre veilleur est allé peser les légumes : 312g, soit un prix au kilo de 6,41 €.

Si le prix au kilo des produits n'est pas affiché, il devient impossible pour les consommateurs de comparer. C'est une pratique dont usent et abusent certaines surfaces de vente. De surcroît, la vente par lot pose un problème environnemental dans la mesure où elle nécessite la plupart du temps un emballage supplémentaire.



Conseil conso :

Toujours comparer à partir du prix au kilo

Peser les lots

Les barquettes ne pèsent plus forcément 500 ou 250g !

PROPOSITIONS DE FAMILLES RURALES :

S'il est désormais établi que « manger 5 fruits et légumes par jour et par personne » éloigne le médecin, cela représente un coût que toutes les familles ne sont pas en mesure d'assumer, encore moins dans la période inflationniste que nous vivons.

Citons à titre d'exemple l'étude publiée par l'ANSES (Agence nationale de sécurité alimentaire, de santé et du travail) en 2016⁵ laquelle établit sans équivoque que « la consommation de fruits et légumes diminue le risque de maladies cardio-vasculaires (MCV) avec un niveau de preuve convaincant. Leur consommation est par ailleurs associée à une diminution du risque de cancer colorectal, de cancer du sein de statut ER négatif (ER-), ainsi que de diabète de type 2, de prise de poids (...). Pour les MCV, des bénéfices sont observés dès la consommation d'une portion quotidienne. Toute portion supplémentaire diminue le risque de MCV d'environ 4% ».

S'agissant de l'obésité, le rapport rédigé par la Direction Générale du Trésor (DGT)⁶, la même année, établit que :

« Alors qu'elles représentent un peu moins de la moitié de la population, les personnes obèses ou en surpoids contribuent à une part plus élevée des dépenses de santé (56% pour les soins de ville et probablement davantage à l'hôpital). L'excès de poids entraîne en effet des conséquences sanitaires particulièrement néfastes : à la fois sur la morbidité, en accroissant le risque de contracter une maladie chronique et sur la mortalité (13% des décès en Europe étaient imputables à l'obésité en 2002). Cette dernière reflète également d'importantes inégalités sociales puisqu'elle est sur représentée chez les ménages modestes. Le coût social de la surcharge pondérale avoisinait 20Md€ (1% du PIB) en 2012 soit un montant comparable à celui de l'alcool et du tabac ».

Ajoutons enfin aux précédentes publications évoquées, le rapport sur la santé en Europe 2018 de l'OMS qui met, lui aussi, en avant l'urgence de la situation : « plus de la moitié de la population européenne est en surpoids, cette tendance est à la hausse comme pour l'obésité dans la majeure partie de la région observée⁷. **L'obésité et les maladies qui y sont associées conduiraient, d'ici 2050, à une réduction de l'espérance de vie moyenne de 2,3 années en France⁸.** »

⁵ Actualisation des repères du PNNS : étude des relations entre consommation de groupes d'aliments et risque de maladies chroniques non transmissibles novembre 2016

<https://www.anses.fr/fr/system/files/NUT2012SA0103Ra-3.pdf>

⁶ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2016/09/06/tresor-eco-n-179-obesite-quelles-consequences-pour-l-economie-et-comment-les-limiter>

⁷ WHO Europe, 2018. European Health Report 2018.

<http://www.euro.who.int/fr/publications/abstracts/european-health-report-2018.-more-than-numbers-evidence-for-all-2018>

⁸ The heavy burden of obesity, OECD, 2019 https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/the-heavy-burden-of-obesity_67450d67-en#page1

Au vu de l'urgence, Familles Rurales tire de nouveau la sonnette d'alarme. Le temps est venu tant pour des raisons humanistes qu'économiques d'agir. Nul ne peut aujourd'hui prétendre « ne pas savoir ». ⁹ Sur une question de santé publique de telle importance, il est de la responsabilité de l'Etat de prendre les mesures qui s'imposent pour protéger sa population. Pour Familles Rurales, ce dernier n'a que trop tardé à prendre ses responsabilités.

C'est pourquoi, le Mouvement appelle tant le gouvernement que les parlementaires à :

- **Consacrer un chèque alimentation d'un montant de 60€ / mois et / personne pour toutes celles et ceux qui se voient aujourd'hui exclus des produits sains pour leur santé faute de budget suffisant (9 millions de personnes éligibles aux minimas sociaux). Cela représenterait une charge d'un peu moins de 6,5 milliards par an (Cf. Observatoire Familles Rurales janvier 2022¹⁰). Rapportés aux 20 milliards que coûte l'obésité, il s'agirait d'un investissement bien plus que d'une charge**
- **Déployer un « plan manger sain, manger mieux » afin de sensibiliser l'ensemble des consommateurs aux bienfaits d'une alimentation équilibrée, suffisamment riche en fruits et en légumes**
- **Interdire les publicités à destination des enfants faisant la promotion de produits trop gras, trop sucrés, trop salés dont il est établi qu'elles en déclenchent en grande partie l'achat**
- **Rendre éligibles aux financements européens, qui ne sont que très partiellement utilisés aujourd'hui, les actions de promotions des fruits et légumes auprès des enfants, hors cadre scolaire. Réservées à ce dernier, peu d'écoles ont en réalité le temps et l'ingénierie pour mener ces sensibilisations. Des fonds existent, le besoin est immense mais le cadre inapproprié pour les utiliser. Les associations qui souhaitent jouer un rôle doivent pouvoir le faire et prétendre elles aussi aux financements disponibles¹¹**

⁹ The heavy burden of obesity, OECD, 2019 https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/the-heavy-burden-of-obesity_67450d67-en#page1

¹⁰ Observatoire des prix 2021 Familles Rurales : <https://www.famillesrurales.org/observatoire-des-prix-2021>

¹¹ Le programme européen « Fruits et légumes à l'école » et « Lait et produits laitiers à l'école » <https://agriculture.gouv.fr/le-programme-europeen-fruits-et-legumes-lecole-et-lait-et-produits-laitiers-lecole>

FAMILLES RURALES EN UN REGARD

PREMIER MOUVEMENT FAMILIAL ASSOCIATIF DE FRANCE

Familles Rurales est une association reconnue d'utilité publique qui agit en faveur des familles sur tout le territoire, en milieu rural et périurbain. Le Mouvement familial et d'éducation populaire intervient dans tous les domaines de l'intérêt général : petite enfance, enfance, formation, parentalité, grand âge, défense des consommateurs. Son action : accompagner les projets et développer des initiatives, des structures et des services pour répondre aux besoins des familles et défendre leurs intérêts.

Les missions

- Informer les familles et faire entendre leur voix
- Proposer des réponses adaptées aux besoins des familles
- Développer l'entraide de proximité
- Dynamiser les territoires ruraux et périurbains
- Soutenir l'engagement associatif

Les valeurs

- Entraide et solidarité
- Initiative et responsabilité
- Participation et citoyenneté
- Convivialité et échange

Les chiffres clés

- 121 000 familles adhérentes
- 25 000 bénévoles
- 17 000 salariés



1 850

associations locales

69

fédérations départementales

11

fédérations régionales

1

fédération nationale

LES DOMAINES D'ACTION

AGIR ENSEMBLE À CHAQUE ÉTAPE DE LA VIE

Agir au quotidien

Avec les familles adhérentes, Familles Rurales invente et développe les activités et services adaptés à leurs besoins :

- 260 structures petite enfance
- 2100 accueils de loisirs
- 6000 jeunes engagés
- 7500 personnes en formation
- 150 points de médiation numérique
- 36 tiers-lieux ruraux
- 130 « permanences consommation »
- 500 clubs séniors
- 156 associations de services d'aide à domicile

mais aussi des séjours de vacances, de l'accompagnement scolaire, du soutien à la parentalité, de la prévention routière, des Espaces de Vie Sociale, des points conseil budget...

Représenter les familles

Association familiale et agréée défense des consommateurs, Familles Rurales se mobilise pour défendre les intérêts des familles. Le Mouvement a notamment obtenu :

- la mise en place du chèque énergie pour les ménages modestes,
- l'instauration d'un droit à l'oubli sur Internet pour les mineurs,
- l'encadrement des services de transport d'utilité sociale,
- un étiquetage des aliments plus lisible pour préserver la sécurité alimentaire des consommateurs.

Construire les ruralités de demain

Familles Rurales présente des solutions nouvelles pour préparer l'avenir des familles et des territoires ruraux en prenant en compte la voix des familles. Parmi les thématiques prioritaires :

- préserver les services publics dans les territoires ruraux,
- connecter les territoires ruraux en très haut débit,
- développer le télétravail et les tiers-lieux,
- être un acteur de la transition écologique,
- créer de nouvelles synergies et mobiliser les entreprises à travers le fonds de dotation RURAL MOUV.



PETITE ENFANCE



ENFANCE



ÉDUCATION ET
PRÉVENTION



JEUNESSE



SENIORS



CONSOMMATION
ET VIE PRATIQUE



LOISIRS ET
CULTURE



ENTRAIDE ET
CONVIVALITÉ



FORMATION